

Trois ans de Mercredis de Sciences Po

Des spécialistes de haut niveau animent depuis 2007 les Mercredis de Sciences Po. Ces conférences de qualité et d'actualité favorisent l'accès au savoir, l'égalité des chances et incitent les jeunes Blanc-Mesnilois à intégrer les grandes écoles. Une réussite !



Richard Descoings, directeur de Sciences Po, lors de la signature de la convention en 2007, entouré d'élèves du lycée Mozart.

En chiffres

Mai 2007 : signature de la convention Mercredis de Sciences Po.

12 conférences au Blanc-Mesnil.

7 élèves du lycée Mozart ont intégré Sciences Po depuis 2006.

90% des **603** étudiants issus des conventions d'éducation prioritaire depuis **9** ans ont obtenu leur première année.

50 à 70% d'entre eux sont des enfants de chômeurs, d'ouvriers ou d'employés et deux tiers ont au moins un parent né hors de France.

Déjà trois ans que les Mercredis de Sciences Po ont posé leurs bagages au Blanc-Mesnil. Pour la signature de la convention en mai 2007, le très médiatique directeur de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris Richard Descoings avait fait le déplacement en Seine-Saint-Denis, tout comme le responsable de l'école scientifique Gérard Grunberg et le directeur de l'école doctorale Marc Lazar. Les volontés conjuguées du maire de l'époque Daniel Feurtet, du philosophe Bernard Vasseur, futur

scientifique de l'IEP ont permis au projet de voir le jour. «L'idée de faire venir Sciences Po au Blanc-Mesnil m'est venue juste après avoir assisté à une réunion où je me suis aperçu que les jeunes de la ville, issus souvent de familles populaires, limitaient leurs ambitions professionnelles, se souvient Bernard Vasseur.

Il existait déjà une convention d'éducation prioritaire entre le lycée Mozart et Sciences Po (*). C'était l'occasion de rendre l'école

Hélène Naudet, chargée de choisir les thèmes des conférences en commun accord avec la Ville, souvent en fonction de l'actualité.

«Nous voulions aussi élargir l'action d'égalité des chances en ouvrant les conférences au public», ajoute-t-elle. L'égalité des chances est un thème cher à Sciences Po et à son directeur Richard Descoings depuis une dizaine d'années et la première signature d'une convention d'éducation prioritaire (CEP). «Notre état d'esprit est de mettre fin au cloisonnement de certains territoires et de donner une autre image de la banlieue», confie Hâkim Hallouch, le responsable du pôle égalité des chances et diversités à l'IEP de Paris.

Et les résultats sont au rendez-vous puisque le nombre d'étudiants admis par la filière des CEP n'a

cessé de croître (de 17 en 2001 à 126 en 2009), tout comme celui des lycées partenaires (de 7 en 2001 à 74 en 2009).

Le vendredi suivant les Mercredis de Sciences Po, un intervenant du prestigieux établissement du quartier latin vient prolonger le débat avec des lycéens de Mozart (voir page 7). Une nouvelle manière de pousser les élèves à tenter leur chance au concours d'entrée et de montrer que les jeunes du Blanc-Mesnil peuvent, eux aussi, aspirer aux grandes écoles.

Jonathan Rapaport
photo : Erwan Guillard

(*) Depuis 2006, elle permet aux lycéens de Mozart, entourés d'une équipe pédagogique, de préparer un examen d'entrée à Sciences Po différent du concours classique. Il s'agit de présenter un dossier de presse devant un premier jury. Si l'élève est admissible, il devra passer un entretien de motivation, juste après l'obtention du bac, devant un second jury dans les locaux de Sciences Po.

«NOTRE ÉTAT D'ESPRIT EST DE METTRE FIN AU CLOISONNEMENT DE CERTAINS TERRITOIRES ET DE DONNER UNE AUTRE IMAGE DE LA BANLIEUE.»

animateur des séances, du maître de conférence Pascal Cauchy et d'Hélène Naudet responsable de la communication à la direction

encore plus visible.» «Nous tenions absolument à ce que Sciences Po se déplace au Blanc-Mesnil et non l'inverse», renchérit

Le vendredi, le débat se poursuit

Les lycéens de Mozart bénéficient d'une double ration de Mercredis de Sciences Po ! Chaque fois qu'une grande conférence se déroule au Blanc-Mesnil, un intervenant, choisi par Hélène Naudet, vient le vendredi suivant dans l'établissement prolonger l'exposé et la discussion avec les élèves. Il peut s'agir de brillants doctorants de l'IEP ou d'enseignants de la prestigieuse école. « Ces exposés sont pour nos jeunes une excellente initiation aux études supérieures, à la fois par la haute qualité des interventions, mais aussi par l'ouverture internationale des intervenants souvent d'origine étrangère », explique Gilles Archimbaud, professeur agrégé d'histoire et membre de l'équipe Sciences Po du lycée Mozart chargée d'échanges pédagogiques réguliers avec l'IEP.

Ainsi, des intervenants sud-américains, chinois et québécois sont venus faire cours. Ronald Hatto, originaire de Montréal et spécialiste des relations internationales, a par-



Ronald Hatto a particulièrement apprécié son expérience auprès des élèves du lycée Mozart.

ticulièrement apprécié son expérience auprès des élèves blanc-mesnilois. « J'ai été étonné de voir à quel point beaucoup d'entre eux avaient envie de participer à la discussion. Leur motivation m'a semblé plus élevée que celle de plusieurs de mes étudiants », a constaté le chercheur.

Des conférences qui ont aussi pour objectif d'éviter aux futurs étudiants de se sentir perdus une fois entrés à l'université ou dans une grande

école. « Nous cherchons à créer en terminale une passerelle entre le secondaire et le supérieur afin de favoriser la réussite du plus grand nombre après le bac », assure Hâkim Hallouch, responsable du pôle égalité des chances et diversités à Sciences Po.

Jonathan Rapaport
photo : Michel Le Moine

«Y-a-t il un (mauvais) usage politique de l'histoire ?»



Le 2 juin à 18h30 au Forum, Pascal Cauchy sera l'invité de la dernière conférence de la saison. Il analysera les liens étroits entre histoire et politique. Entrée libre

Pascal Cauchy a une tendresse toute particulière pour les Mercredis de Sciences Po. Il faut dire qu'il en est, avec Bernard Vasseur, un des initiateurs. « C'est un vrai succès alors qu'il n'était pas forcément simple au départ de solliciter autant d'enseignants et d'avoir un public aussi régulier », explique-t-il. Quoi de plus normal au final, que la dernière conférence de la saison lui revienne. Le chercheur, membre du

bureau du Comité français des sciences historiques, a choisi un thème dont il est un éminent spécialiste : L'historien et le politique.

Il y abordera les « liens consanguins existants entre la politique en général et le pouvoir en particulier », mais également la déontologie du métier d'historien : peut-il rester détaché de ses engagements politiques alors que sa mission est de donner un sens au passé ? Afin d'étayer son propos, il se servira d'exemples récents et concrets qui ont créé la polémique, comme le vote de certaines lois mémorielles (reconnaitances de l'es-

clavage comme crime contre l'humanité, du génocide arménien...).

« C'est un vrai plaisir de venir au Blanc-Mesnil et de toucher un public moins convenu et moins connaisseur que celui dont j'ai l'habitude, révèle le maître de conférence à Sciences Po. C'est une gymnastique différente et il convient d'être suffisamment clair, car une fois l'intervention terminée, il ne m'est pas possible de revenir sur certains points non éclaircis, comme lors d'un cours classique avec mes étudiants. »

Jonathan Rapaport
photo : DR

Douze conférences

Depuis 2007, des conférences aux thèmes variés se sont tenues au Forum du Blanc-Mesnil. Des intervenants de haut niveau ont traité majoritairement des relations internationales : Jean-Luc Domenach, directeur de recherche, a commenté le sort de la Chine, Jean-François Bayart, directeur de recherche au CNRS, les relations France-Afrique, le professeur Olivier Dabène l'Amérique Latine, le politologue Guy Hermet la difficile exportation de la démocratie, le professeur Bertrand Badie la nouvelle donne mondiale et David Laitin, professeur américain de l'université de Stanford, les relations entre l'Islam et l'Europe.

Mais les intervenants ont aussi abordé des sujets centrés sur l'Hexagone. Les résultats des élections présidentielles de 2007 ont été analysés par le directeur de l'école scientifique Gérard Grunberg et le directeur de l'école doctorale Marc Lazar, la justice sociale par la chercheuse Astrid Von Busekist. Le professeur Etienne Wasmer a étudié le droit au logement, la chercheuse Hélène Belanger la crise des prisons, Patrick Le Galès, directeur de recherche au CNRS, la politique urbaine. Enfin les relations entre histoire et politique seront débattues avec le chercheur Pascal Cauchy, le 2 juin.

Mercredis de Sciences Po, ateliers du Forum, conférences-



Vijay Monany, conseiller municipal UMP, diplômé de Sciences Po Paris (IEP 2006), pour le groupe «Ensemble pour changer Le Blanc-Mesnil» (UMP, Nouveau Centre, Parti Radical, MPF, Gauche Moderne, non-inscrits)

« Lorsque je suis entré à Sciences Po, mon père m'a demandé : «quel métier exercez-vous après Sciences Po ? » J'étais incapable de répondre, et le savons-nous ? 25% des emplois offerts en 2010 correspondent à des métiers qui n'existaient pas en 2004. Le savons-nous ? La quantité du savoir technologique double chaque année. Cela signifie que les étudiants qui entrent aujourd'hui en école d'ingénieurs accèderont, au cours de leur première année d'étude, à un savoir dont la moitié sera complètement périmée au moment où ils entreront en troisième année. L'accès au savoir est évidemment important, qui oserait dire le contraire ? Mais, dans un monde qui change aussi vite, à quel savoir est-il important d'accéder ? Au fondement de notre éducation nationale, il y avait l'idée que la conquête de la liberté passerait nécessairement par l'exercice de la raison. Le savoir dont on parlait alors, c'était l'enseignement des sciences et des arts. Ce savoir-là n'avait aucune vocation opérationnelle, il n'était pas immédiatement transposable dans l'exercice d'un métier. Mais la massification scolaire a tout

changé. Du jour au lendemain, l'idée d'une instruction publique qui se contenterait de transmettre des savoirs élémentaires ne suffisait plus. Il fallait en plus que l'enseignement formulât le dessein économique de former les individus aux techniques professionnelles en vigueur dans le monde industriel. On ne transmettait plus une méthode mais une compétence, on n'enseignait plus un savoir mais des savoir-faire. Nous en sommes toujours là. Exit l'enseignement du latin et du grec, mieux vaut, disent les parents d'élèves, apprendre l'informatique, discipline plus opérationnelle dans le monde du travail. Cette tendance de notre instruction publique nous conduira nécessairement dans une impasse, car, dans un monde qui change, on ne peut se contenter d'acquérir des compétences qui seront, dans quelques temps, frappées d'obsolescence. L'enseignement doit à nouveau se donner comme ambition d'apprendre aux jeunes à apprendre tout au long de leur vie par l'appréhension d'un savoir fondamental - humaniste et généraliste - qui ne sera jamais périmé. »



Alain Ramos, président du groupe «Le Blanc-Mesnil c'est vous, Le Blanc-Mesnil pour vous»

« C'est une évidence, l'accès au savoir est indispensable pour permettre à chacun d'entre nous de maîtriser son devenir et de donner à nos enfants les outils qui leur permettront de construire un nouvel avenir. Toutes les initiatives s'inscrivant dans cette perspective sont les bienvenues et doivent être encouragées, popularisées. Nous sommes heureux que nos concitoyens aient la possibilité d'accéder sur le territoire communal aux Mercredis de Sciences Po, ateliers du Forum et conférences débats. Aujourd'hui, dans un moment difficile et d'une gravité sans précédent, la priorité doit aller à l'investissement développant les accès au savoir. L'élément incontournable de la mise en œuvre de celui-ci est l'école publique. Or ce service public subit sa plus grave remise en cause depuis les lois Jules Ferry. Depuis 2007, nous en sommes à la suppression de 50 000 postes. Pour la rentrée de 2011, le gouvernement vient de demander aux inspecteurs d'académies de rechercher 16 000 nouveaux postes à supprimer. Cette demande exprime sa volonté très précise de s'attaquer à la scolarisation, pour atteindre cet objectif il va lui falloir fermer un très grand nombre de classes. Cette orientation indique que l'école maternelle est en danger, elle va servir de variable d'ajustement. Faut-il le rappeler, dans notre pays, la scolarisation n'est obligatoire qu'à partir de 6 ans, situation qui la fragilise ! Dans ce cadre, notre ville va être confrontée à un double problème, d'un côté l'augmentation importante d'enfants scolarisables et de l'autre une baisse drastique des moyens de l'Education nationale.

La population scolaire va passer de 6 350 élèves aujourd'hui à près de 7 150 en 2014. Il faudra, pour accueillir les enfants dans les meilleures conditions, mobiliser 32 classes supplémentaires. Déjà des initiatives ont été prises ce qui souligne la qualité et la réactivité du service public communal. Réaffectation de locaux, évolution d'une école maternelle en école élémentaire, mise en place de locaux modulables. Il n'en reste pas moins que cela est insuffisant. Il y a urgence à présenter un plan local d'investissement. Nous ne devons pas donner à la droite la possibilité de nier ses responsabilités. Ce sont ses choix qui engendreront un vaste retour en arrière, qui imposeront 35 élèves par classe, pénalisant encore, un peu plus, les enfants des quartiers populaires. Les choix vont devenir douloureux, mais incontournables, d'autant que le plan d'austérité qui se développe est porteur de restrictions budgétaires lourdes pour les villes. Bien entendu nous devons nous mobiliser pour assurer l'autonomie financière de notre commune et pour réfléchir sur la place de l'intercommunalité sur ce dossier. L'autonomie c'est aussi pour une commune sa capacité à réorienter ses décisions. Dans ce cadre, nous pensons que les 7 153 253 euros dépensés pour une opération immobilière privée devant clore la place de l'eau, doivent être remis en cause pour être consacrés aux investissements nécessaires afin de favoriser l'accès au savoir de 7 150 enfants qui devront être scolarisés d'ici à 2014. »

Contact : alain.amos@voila.fr
www.alainramos.canalblog.com



« Dans un monde compliqué, submergé d'informations l'accès au savoir est une priorité. Il est un contre-pied de la tendance grandissante à l'exclusion de certains groupes de la société. Ces initiatives permettent l'accès au savoir de tous. Il n'y a pas de discrimination par l'âge, la classe, la localisation géographique. C'est l'occasion d'apprendre plus et autrement qu'à l'école qui se limite aux programmes sur lesquels les citoyens n'ont aucun contrôle. C'est aussi apprendre pour ceux qui n'ont pas eu la chance de bénéficier d'une éducation qui permet de mieux appréhender leur environnement quotidien. Les Verts ont toujours soutenu le «lifelong learning» existant au Royaume-Uni, c'est-à-dire l'accès des adultes à l'université pour poursuivre ou commencer des études académiques ou tout simplement acquérir des connaissances utiles à la vie quotidienne (comment apprécier l'art contemporain, apprendre l'histoire de sa ville) tout au long de sa vie. Tout le monde a potentiellement accès aux bibliothèques qui représentent une forme de savoir mais il existe de nombreuses barrières comme celle du resenti «tout cela n'est pas pour moi» ou celle du réel à travers un élitisme de la littérature qui suppose et donc exige des prérequis des lecteurs. L'accès au savoir ne se limite pas à la transmission du savoir mais s'étend dans la construction du savoir. Les termes «débat» et «forum» suggèrent un phénomène d'interaction. Les citoyens apprennent par la discussion et l'échange à com-

débats : l'accès au savoir est-il important ?

Jean-Yves Souben,
président du groupe
Les Verts

prendre les différentes opinions exprimées. En soi, cela permet aux individus de comprendre les quoi, pourquoi et comment du monde contemporain. La construction du savoir c'est la construction de citoyens avertis.

Les débats et forums permettent par l'échange d'opinions de créer la recherche d'une entente afin de rendre possible la vie en communauté. Le consensus de la citoyenneté est central dans la pratique démocratique. C'est aussi pour les élus un moment pour prendre l'avis d'experts mais aussi un avis plus pragmatique, plus subjectif. Cela leur permet de faire évoluer les politiques locales en donnant la parole à ceux qu'elle concerne. C'est dépasser l'idée de démocratie uniquement à travers la représentation, pour donner un espace de participation, dont manquent cruellement les citoyens, à la pratique démocratique.

Ces initiatives permettent de créer et développer des citoyens à la fois plus avertis et plus participatifs. Elles permettent la réduction, sinon de l'exclusion, du sentiment d'exclusion. C'est donner aux habitants de la commune les instruments de leur citoyenneté. En cela cet accès au savoir permet de redonner du sens au politique et de reconsidérer le rôle et la valeur des institutions, particulièrement locales, dans la construction d'une société égale d'individus libres. ”

Lesverts.leblancmesnil@gmail.com



Alain Barrès
et Sabah Milot,
pour le groupe
socialiste

“ L'accès au savoir est-il important ? C'est d'une importance fondamentale. Cela permet à chacun d'appréhender le monde et de construire une société ouverte et tolérante.

Dans une société pluriethnique, l'Homme doit apprendre à conjuguer harmonieusement le verbe vivre, dans le respect des autres et de leurs différences. Sans le partage, l'échange et la solidarité, la société ne peut évoluer. Aujourd'hui, l'accès au savoir est semé d'embûches. Les incessantes attaques (suppression de postes d'enseignants, réforme des universités...) du gouvernement sarkozien contre notre système éducatif remettent irrémédiablement en cause le droit à l'accès au savoir.

Actuellement le savoir tient une place de plus en plus importante. Les exigences d'instruction et de culture ne cessent d'augmenter. La part des emplois non qualifiés diminue. Les plus défavorisés continuent de vivre sans acquérir les apprentissages de base qui leur permettraient de se construire un avenir décent.

La montée de l'illettrisme, en particulier, dans les milieux paupérisés, accroît les difficultés d'accès au savoir et présente un réel handicap dans la vie quotidienne.

A savoir :

- La limitation à l'accès au travail
- des obstacles à l'utilisation des biens et des services (démarches administratives)
- restreint les échanges familiaux (suivi scolaire, relation intergénérationnelle)
- développe une infériorité sociale qui empêche l'épanouissement culturel
- crée une dépendance qui favorise l'assistanat.

En tant que socialistes, notre devoir est de rester vigilants, afin que tous aient accès au savoir. Cela fera reculer ces phénomènes nouveaux que nous observons aujourd'hui, à savoir le repli sur soi et le communautarisme qui gangrènent notre société.

Rien de bon ne peut ressortir de la haine et de la peur de l'autre, c'est pourquoi l'accès au savoir est important car, comme le disait Jacques Salomé : «Il ne suffit pas d'engranger les récoltes du savoir ; du savoir-faire ; ni de vendanger les fruits du savoir être et du savoir devenir, encore faut-il accepter de les offrir pour s'agrandir ensemble. ”

PS : 43-45, avenue Henri Barbusse Le Blanc-Mesnil
www.parti.socialiste.du.blancmesnil.over-blog.com



Sabrina Bousekkine,
pour le groupe
communiste et personnalités

“ Le savoir n'est pas tout ; encore faut-il le rendre accessible à tous. Les ateliers du Forum et les Mercredis de Sciences Po, ouverts à un large public venu d'horizons divers, sont en cela une réussite. En sortant de leur cadre institutionnel et universitaire classique des disciplines aussi diverses que la philosophie, les sciences politiques ou l'histoire, ces conférences ont réussi leur pari : inviter tous les citoyens, quels que soient leur niveau d'études ou leur âge, à éveiller leur curiosité et à s'approprier les enjeux du monde qui nous entoure.

Face à la standardisation des modes de pensée et de comportement, ces lieux de rencontres et de débats appellent les participants à interroger leurs représentations, à raisonner, mais aussi à s'exprimer, à réagir, à confronter leurs idées à celles des autres. Elargir au plus grand nombre l'accès au savoir et à la culture c'est permettre à tous les citoyens de mieux comprendre leur environnement pour ne plus le subir et leur offrir la possibilité de construire leurs propres idées, de se doter de leurs propres outils d'analyse et de réflexion.

A l'heure où de faux débats agissent comme des écrans de fumée alimentant les peurs et les fantasmes, le savoir affranchit l'homme des chaînes de l'ignorance. C'est pourquoi il doit être un droit constitutif de toute société démocratique. Cela exige que l'Etat l'accompagne de moyens et cesse de supprimer des milliers de postes chaque année à l'Education nationale et de réduire les crédits alloués à l'enseignement et à la recherche.

Une certitude s'impose alors à nous : «l'exclusion culturelle» doit être combattue aussi énergiquement que l'exclusion sociale car l'éducation et la culture sont les piliers d'une société démocratique plaçant le citoyen au cœur de ses attentes ; car connaître, c'est réaffirmer sa place dans le monde et œuvrer à sa transformation. ”

<http://elusblancmesnil.elusnet.fr/>
elusbmpcflo@yahoo.fr